

Modern Banking, par R.-S. SAYERS (4^e édition). Un vol., 6 po. x 9, relié 330 pages — OXFORD, AT THE CLARENDON PRESS, 1958

Roland Parenteau

Volume 35, numéro 3, octobre–décembre 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001677ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001677ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Parenteau, R. (1959). Compte rendu de [*Modern Banking*, par R.-S. SAYERS (4^e édition). Un vol., 6 po. x 9, relié 330 pages — OXFORD, AT THE CLARENDON PRESS, 1958]. *L'Actualité économique*, 35 (3), 518–519.
<https://doi.org/10.7202/1001677ar>

en vue de permettre une action coordonnée des provinces plutôt que l'intrusion du Fédéral; des Water Boards anglais, en rapport avec la solution de certains problèmes métropolitains, entre les diverses unités municipales des grands centres; du Port of London Authority, pour les problèmes de nos grands ports, tel celui de Montréal; etc., etc. Bref, comme l'indique l'auteur lui-même, il n'y a guère que ceux qui manquent d'imagination et d'esprit d'invention pour ne toujours trouver de solutions à leurs problèmes que dans la formule étatiste, la plus triste et la plus pauvre de toutes les solutions possibles.

Certes, il peut être possible que l'État ait besoin de donner le coup de pouce nécessaire, dans certains domaines où des monopoles légaux ou certains monopoles de fait, en particulier quand ils vivent de l'extérieur tant par leurs capitaux que surtout par leurs marchés, jouissent d'une situation privilégiée. Mais il faut terminer, avec M. Lavergne, en affirmant (après démonstration) qu'«aucun commerce si compliqué, si vaste soit-il, [n'échappe à la possibilité] d'être très efficacement géré par un organisme coopératif, au lieu et place de l'État». Bien plus, «plus une industrie est compliquée et difficile, plus elle est vaste et plus il y a un intérêt primordial à confier la gestion non à un organisme d'État, mais à une régie coopérative ou à un magasin de gros coopératif» (p. 55).

François-Albert Angers

Modern Banking, par R.-S. SAYERS (4^e édition). Un vol., 6 po. × 9, relié 330 pages. — OXFORD, AT THE CLARENDON PRESS, 1958.

C'est un ouvrage presque entièrement nouveau que nous présente l'auteur, en cette quatrième édition. Pourtant, la première ne date que de vingt ans. Et même par rapport à la troisième qui a paru en 1951, les changements radicaux apportés au texte manifestent l'étonnante faculté d'adaptation d'un spécialiste parfaitement au courant de son sujet. C'est que peu de domaines ont connu autant de transformations de structure que celui de la banque et de la monnaie. Surtout lorsque, comme le fait l'auteur, on décrit les mécanismes à travers les institutions qui les font jouer.

Voilà donc un ouvrage parfaitement au point sur la question, qui incorpore toutes les modifications suscitées par la guerre et l'après-guerre aux marchés monétaire et financier, et qui pourtant ne comporte pas plus de pages que l'édition précédente. C'est que l'auteur a eu le rare mérite d'élaguer tout ce qui était devenu désuet, résistant ainsi à la tentation fréquente en ces sortes d'ouvrages, de présenter un long historique de tous les mécanismes qui se sont succédés depuis l'étalon-or jusqu'à nos jours, sous prétexte que cela est nécessaire à la compréhension des phénomènes contemporains. Cela nous repose de la prolixité de certains auteurs américains qui se croient obligés, chaque fois qu'ils écrivent un livre, de recommencer au «ba, be, bi, bo, bu».

C'est avant tout du système bancaire anglais qu'il s'agit dans cet ouvrage, mais le procédé est parfaitement justifiable, d'abord parce que ce système a servi de modèle à ceux d'une multitude de pays, étant considéré à une certaine époque comme le plus parfait qui soit, et aussi parce que Londres possède encore à l'heure

actuelle, à défaut de son ancien quasi-monopole, un prestige financier considérable. L'auteur a d'ailleurs ajouté ici et là, au besoin, des sections entières référant aux systèmes étrangers. C'est ainsi qu'un chapitre portant sur la politique bancaire et monétaire des États-Unis, indique les particularités du Federal Reserve System, et qu'un autre groupe toutes les questions portant sur l'organisation bancaire des pays neufs. Il étudie en particulier le rôle de la banque centrale, en l'absence d'un marché monétaire, et, dans les systèmes les moins évolués, avec une organisation bancaire rudimentaire. Cette préoccupation de décrire des systèmes bancaires en plein développement comme ceux des pays du Commonwealth ou des républiques sud-américaines, ne constitue pas la moindre originalité de ce livre.

Le présent ouvrage donne une vue complète, bien qu'extrêmement concise, de tous les aspects de la question bancaire, tant au point de vue des opérations internes qu'externes. Cette concision est telle à certains moments — en particulier quand il s'agit du mécanisme des paiements extérieurs et de la zone sterling, ou encore dans la description de la politique monétaire — que le lecteur non parfaitement initié aux mécanismes économiques sera forcé de faire plusieurs lectures pour se retrouver dans le dédale d'opérations à la fois complexes et diversifiées. En revanche, il aura l'impression de pénétrer dans le monde mystérieux de la finance, accompagné d'un guide sûr et compétent. Roland Parenteau

Germany's Economic Preparations for War, par BURTON-H. KLEIN. Un vol., 5½ po. × 8½, relié, 272 pages. — HARVARD UNIVERSITY PRESS, Cambridge, Mass., et S. J. REGINALD SAUNDERS AND COMPANY LIMITED, Toronto, 1959. (\$6.50).

En septembre 1939, lorsque l'Allemagne s'est attaquée à la Pologne, sa suprématie militaire était incontestée, résultat, selon la croyance générale, de six années d'affectation de toutes les ressources du pays à la préparation de la guerre. En effet, tous les économistes et les hommes politiques de l'époque étaient d'accord sur trois points, à savoir qu'en 1939, l'Allemagne disposait d'une machine militaire à nulle autre pareille; qu'une part importante de l'accroissement de la production depuis le creux de la crise avait servi à la monter; que toute la politique économique avait été conçue en fonction de la tâche primordiale de la préparation de la guerre.

Or, l'étude de M. Klein démontre que l'idée que l'on s'était faite de cette prétendue préparation massive péchait par exagération grave. On y voit, en effet, que la mobilisation des ressources de toutes sortes n'était pas à l'échelle que l'on croyait. En 1937, la consommation civile, les placements dans les industries de biens de consommation et les dépenses publiques non militaires atteignaient des sommets, tandis que, par comparaison, les dépenses de réarmement étaient plutôt modestes. Ainsi, de 1933 à 1938, ces dernières ont absorbé moins de 10 p.c. du produit national brut; à la déclaration de la seconde guerre, l'armée comptait un million d'hommes de moins qu'à la déclaration de la première guerre; de sorte que l'on peut dire qu'il n'y a pas de mobilisation totale des